

# Comment les collectivités peuvent-elles contribuer à la mobilisation de sources de financements pour des projets carbone certifiés d'acteurs tiers de leur territoire ?

## Participants

NOM	Prénom	Organisation
<b>AFFEJEE</b>	Nora	Fibois Ile de France
<b>BELLEMARE</b>	Guillaume	Collectivité Territoriale de Guyane
<b>BOISSONNET</b>	Amélie	Etablissement public territorial de PLAINE COMMUNE
<b>BORDIER</b>	Cécile	Ville de Paris
<b>BUISINE</b>	Charlotte	Terre et Cité
<b>CANN</b>	Thierry	Pôle métropolitain du Pays de Brest
<b>CHAN</b>	Servane	Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté
<b>CORDIER</b>	Fanny	GAL Sud Mayenne
<b>DEROMBISE</b>	Guillaume	Région Île-de-France
<b>DOISNE</b>	Fabien	Ministère de la Transition Ecologique
<b>DOUBLET</b>	Florent	Métropole du Grand Paris
<b>DUPRE</b>	Fabien	Ville de Grenoble
<b>FAUCONNIER</b>	Yann	Pole Métropolitain Le Mans Sarthe
<b>FLOCH</b>	Erwan	Pôle métropolitain du Pays de Brest
<b>FOUCHEROT</b>	Claudine	I4CE
<b>GALIBERT</b>	Anne	Région Île-de-France
<b>GIMAT</b>	Clarisse	Terre et Cité
<b>GRIMAULT</b>	Julia	I4CE
<b>HENRY</b>	Mathilde	Région Grand Est
<b>HERZOG</b>	Antoine	Région des Pays de la Loire
<b>JACOB</b>	Odeline	Association Aquitaine Carbone
<b>LAPIERRE</b>	Etienne	TERRASOLIS

<b>LUCAS</b>	Sacha	Etablissement public territorial de PLAINE COMMUNE
<b>MAMDY</b>	Alexandre	Région Bretagne
<b>MANETTI</b>	Lucas	Région Bretagne
<b>MARGARONE</b>	Orazio	Ville de Genève
<b>MARION</b>	Virginie	CDC BANQUE DES TERRITOIRES GRAND EST
<b>MELI</b>	Stefano	Collectivité de Martinique
<b>PAULMIER-ENIZAN</b>	Sophie	Région Bretagne
<b>PERRENOUD</b>	Julie	Ville de Genève (Suisse)
<b>PERRIN</b>	Xavier	Ville de Grenoble
<b>POTIER</b>	Valérie	CEREMA
<b>REYNDERS</b>	Suzanne	INRAE
<b>RICHTER</b>	Suzanne	Région Île-de-France
<b>RIHAL</b>	Suzanne	CDC BIODIVERSITÉ
<b>ROSTAING</b>	Anne	Coopérative Carbone - La Rochelle
<b>THOBOR</b>	Héloïse	DDT Haute-Saône
<b>UNVOAS</b>	Alain	Région des Pays de la Loire
<b>ZAEGEL</b>	Michel	C U Grand Reims
<b>ZIMMER</b>	Daniel	Climate-KIC

## Introduction

### Pourquoi I4CE a-t-il organisé cet atelier ?

Julia Grimault (I4CE), a donné un bref rappel de l'historique des activités d'I4CE et rappelé comment le think-tank était mobilisé sur les question de financements de projets carbone dans les territoires.

- I4CE anime depuis une dizaine d'année deux réseaux de recherche-action, les Clubs Carbone Forêt-Bois et Climat Agriculture, qui rassemblent des acteurs des filières agricoles et forestières, de la recherche académique, des administrations publiques, des entreprises, des collectivités locales... Ces Clubs abordent les sujets forêt/agriculture/climat sous 3 angles : vulgarisation scientifique, analyse des politiques publiques, analyse et mise en place d'outils économiques pour inciter aux actions climat dans ces secteurs.
- En lien avec ce dernier point, I4CE et certains membres des Clubs de recherche ont lancé le projet VOCAL, qui visait à créer les outils pour mettre en place un cadre de certification carbone en France pour les secteurs agricoles et forestiers. Ce cadre est aujourd'hui devenu le Label Bas Carbone (LBC), porté par le Ministère de la Transition Ecologique (MTE). I4CE appuie le Ministère dans la dissémination de l'outil (formation, communication, déploiement, évolution...).
- I4CE a été sollicité au cours de l'année passée par des collectivités souhaitant utiliser le LBC et jouer le rôle d'intermédiaire pour faciliter le développement et le financement de projets carbone au sein de leurs territoires. De nombreuses initiatives émergent en même temps au sein de nombreux territoires, et il paraissait opportun de permettre aux acteurs concernés d'échanger et partager leurs initiatives/questionnements/bonnes pratiques.

## Éléments de contexte

La France s'est dotée d'un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, c'est-à-dire qu'à l'échelle du territoire national, nous devons absorber autant de gaz à effet de serre (GES) que nous n'en émettons. Aujourd'hui, cet objectif commence à se décliner au niveau des territoires, à l'initiative de collectivités qui cherchent à impulser des réductions d'émissions et à améliorer les puits de carbone.

Dans ce cadre, l'une des actions envisagées par la collectivité est l'identification et la facilitation du financement de projets de réduction des émissions ou d'amélioration des puits de carbone menés par des acteurs tiers. Les secteurs agricoles et forestiers semblent particulièrement concernés.

Le plus souvent, l'objectif est d'aller chercher des fonds complémentaires d'origine privée et de les flécher vers des projets carbone ou environnementaux locaux. Les initiatives peuvent prendre différentes formes : agrégateur carbone, plateforme de compensation, fonds climat...

Ces collectivités s'intéressent particulièrement dans ce contexte aux projets certifiés par des cadres faisant référence comme celui du Label Bas-Carbone (LBC), qui est souvent évoqué comme outil pour identifier les projets et flécher les financements. Piloté par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, il permet notamment de s'assurer que le projet a un impact positif du point de vue du climat et respecte un certain cahier des charges. Du point de vue des porteurs de projet, son objectif est de garantir l'impact environnemental des projets pour faciliter leur financement ; du point de vue des financeurs, il permet de s'assurer que les projets financés ont bien un réel impact sur le climat et que le financement est efficace, c'est-à-dire qu'il est le déclencheur de l'action. Le LBC peut ainsi aider les collectivités à :

- Identifier des projets pertinents du point de vue du climat, et constituer tout ou partie du cahier des charges.
- Identifier des porteurs de projets ou mandataires techniques locaux, et initier des partenariats.
- Faciliter la levée de financements privés et identifier des financeurs privés locaux (PME-TPE), au-delà des grandes entreprises nationales ou multinationales.
- Contribuer à d'éventuelles stratégies de neutralité carbone territoriale.

## Objectifs de l'atelier

L'objectif de cet atelier est de faire le point sur les différentes initiatives territoriales émergentes autour de la mise en œuvre de projets carbone, et de partager les questionnements et les retours d'expériences entre les acteurs impliqués.

Plus spécifiquement, l'atelier permettra de :

- D'effectuer un **tour d'horizon des initiatives territoriales** en cours de développement en France pour le financement de projets carbone agricoles et forestiers notamment.
- De comprendre et partager les différents **types de rôles envisagés par les collectivités**, et leur articulation avec la stratégie de transition écologique territoriale/neutralité carbone.
- De faciliter le **partage d'expérience** entre les participants.
- D'échanger sur **les besoins, questionnements et éventuels points de blocage** pour la mise en œuvre des initiatives ou l'utilisation du Label Bas Carbone.

- De **présenter le Label Bas Carbone** et de répondre à un certain nombre de questions concernant sa mise en œuvre.

### Ordre du jour

- **Panorama des initiatives existantes par I4CE**
- **Présentation courtes d'une petite dizaine d'initiatives** : neutralité carbone, fonds environnementaux, soutien à une filière...
- **Présentation brève du Label Bas Carbone**
- **Retour sur les principaux questionnements et besoins des collectivités et premiers éléments de réponse**
  - ✓ Identifier les projets 'climat' à financer
  - ✓ Financement des projets (mobilisation des financeurs, prix du carbone, articulation des fonds publics et privés...)
  - ✓ Gouvernance et formes d'intermédiation
  - ✓ Enjeux juridiques
  - ✓ Mobilisation des acteurs

### Panorama succinct des initiatives en cours de développement en France

Sur la base des réponses au questionnaire apportées par les participants à l'atelier, I4CE a réalisé une brève présentation agrégée des initiatives en cours de développement (nous vous invitons à consulter la présentation ppt qui a été faite lors de la réunion).

- **Les initiatives mises en œuvre par les collectivités sont globalement récentes et en plein développement, ce qui témoigne de la mise en œuvre des stratégies climat et de neutralité carbone.** Un tout petit nombre d'entre elles sont déjà opérationnelles. Plus nombreuses sont les initiatives en cours de conception ou prêtes à être déployées dans les prochains mois, mais une très grande majorité de participants à l'atelier ont indiqué en être au stade de premières réflexions.
- **L'entrée carbone, et notamment l'objectif de neutralité est dominant,** qu'il soit mis en œuvre à l'échelle du territoire de manière trans-sectorielle, ou à l'échelle d'une filière pour laquelle on cherche à assurer la transition climatique. On peut néanmoins distinguer 3 types d'initiatives :
  - ✓ Objectif de neutralité carbone territoriale, tous secteurs confondus.
  - ✓ Mise en place d'un fond environnemental, pour le climat mais aussi la biodiversité...
  - ✓ Soutien à une filière ou un secteur économique, pour assurer la transition écologique.
- **Les acteurs présents étaient surtout mobilisés sur les secteurs agricoles et forestiers** : cela peut être lié au fait que le LBC s'est prioritairement développé sur ces secteurs, au sein desquels les acteurs sont particulièrement mobilisés sur les enjeux climatiques, ou également un biais lié au réseau d'I4CE sur ces sujets.
- **En termes de financements, deux modalités d'actions sont visées :**

- 1) Aller chercher des fonds privés pour financer ou co-financer des actions d'atténuation sur le territoire.
  - 2) Se servir des outils carbone (comme le LBC) pour flécher des financements publics vers des actions pour lesquels on est capable de mesurer l'impact en termes de climat (financement sur résultats).
- Les freins rencontrés par les acteurs dans le cadre de la mise en place de leurs initiatives ont été regroupés en différentes catégories. Ils ont été brièvement discutés dans la dernière partie de l'atelier :
    - ✓ **Identifier des projets 'climat'** : comment évaluer l'impact d'un projet, quelles sont les méthodes pour le faire, que couvrent-elles, comment évaluer leur rigueur, qu'est-ce qui est couvert par le LBC...
    - ✓ **Mobiliser en interne sur les sujets climat** : comment former le personnel, comment mobiliser les élus, comment faire en sorte que ces sujets soient portés et appropriés par les acteurs du territoire...
    - ✓ **Clarifier les questions de gouvernance** : quel portage, la collectivité doit-elle jouer le rôle d'intermédiaire, comment gérer la contractualisation...
    - ✓ **Identifier des contributeurs financiers** : comment mobiliser les acteurs privés, notamment locaux, a-t-on besoin d'un prix du carbone et comment le déterminer, doit-on sélectionner les financeurs...

Plus spécifiquement, les participants ont indiqué avoir les besoins suivants :

- ✓ Retours d'expérience d'autres collectivités, avoir connaissance des initiatives réussies dont on peut s'inspirer.
- ✓ Connaissance des méthodes existantes pour évaluer les projets et de leur applicabilité, partager les besoins de développement de nouvelles méthodes.
- ✓ Appui pour mobiliser les financeurs.

L'atelier a ainsi tenté d'apporter des éléments de réponse à ces différents points.

Enfin, 40% des répondants ont indiqué vouloir s'appuyer sur le Label Bas Carbone et ainsi connaître déjà l'outil. 50% des répondants ont par ailleurs indiqué ne pas encore avoir pris de décision quant à l'utilisation du label et souhaité plus d'informations à son sujet.

## Tour d'horizon des initiatives territoriales existantes

Cette première séquence a été la séquence principale de l'atelier. Elle visait à faire le tour de toutes les initiatives mises en œuvre ou en cours de développement.

11 initiatives ont été présentées en séance. Il s'agit souvent des initiatives les plus avancées, qui sont soit déjà opérationnelles ou qui ont déjà avancé dans leur structuration.

Les initiatives ont été divisées en 3 catégories pour plus de lisibilité :

- ✓ **Les initiatives visant la neutralité carbone territoriale.** Couvrant souvent de nombreux secteurs, elles visent à mettre en relation des financeurs privés avec des projets carbone sur le territoire, via des plateformes ou fonds carbone locaux.
- ✓ **Les initiatives visant le financement de projets environnementaux,** axés climat ou biodiversité. Elles font appel au mécénat via la création d'un fond.

- ✓ **Les initiatives carbone territoriales appliquées à une filière ou un secteur.** Se développant particulièrement dans les secteurs agricoles et forestiers, elles visent à financer les actions 'climat' au sein des secteurs, et à fléchir des financements privés mais aussi publics vers des projets contribuant à la réduction des émissions, la séquestration du carbone, et la transition des filières.

### Viser la neutralité carbone

- ✓ **La Rochelle** – Anne Rostaing (Atlantech)
- ✓ **Ville de Paris** – Cécile Bordier
- ✓ **Pays du Mans et Pays de Brest** – Erwan Floch et Yann Fauconnier

### Créer un fonds environnemental

- ✓ **Conseil Régional de Bretagne** – Sophie Paulmier-Enizan

### Incitation carbone appliquée à une filière ou un secteur

- ✓ **Terrasolis** – Etienne Lapierre
- ✓ **Conseil Régional des Pays de la Loire** – Antoine Herzog
- ✓ **Carbocage** (*aperçu*)
- ✓ **Terre et Cité** – Clarisse Gimat
- ✓ **Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté** – Servane Chan
- ✓ **Aquitaine Carbone** – Odeline Jacob
- ✓ **Des Hommes et des Arbres** (*aperçu*)

Le compte-rendu ci-dessous résume les principaux échanges qui ont eu lieu autour des présentations des intervenants. Pour plus d'informations sur les initiatives en tant que telles, nous vous invitons à consulter les présentations.

### La coopérative carbone de La Rochelle – Anne Rostaing

**Lien vers le site de l'initiative :** <https://www.larochelle-zero carbone.fr/>

Le territoire de La Rochelle a été lauréat de l'appel à projet du Programme d'Investissements d'Avenir Action Territoires d'Innovation, et porte l'ambition de devenir un territoire zéro carbone.

Pour atteindre cet objectif, le territoire était confronté à différents enjeux qui nécessitaient la création d'un dispositif spécifique :

- Comment mesurer l'impact réel des actions et en assurer le suivi ?
- Comment impliquer également les petits projets, dans les secteurs diffus par exemple ?
- Comment transformer les réductions d'émissions en financements potentiels pour les projets ?

Le constat était ainsi que l'on ne savait pas bien mesurer les réductions d'émissions permises par des projets, et qu'il y avait un fort besoin d'agrégation de petits projets sur le territoire : il fallait ainsi une structure qui puisse faciliter tout cela.

Un Coopérative Carbone a ainsi été créée pour accompagner le développement de projets climat d'une part, ainsi que les acteurs financiers de la compensation carbone d'autre part, et faciliter le lien entre les deux. L'objectif est de permettre une valorisation des efforts pour les porteurs de projets et d'apporter des garanties pour les financeurs.

La coopérative permet ainsi d'agréger les projets et les contributions financières, ce qui est particulièrement intéressant pour les petits volumes.

Les premiers contrats ont déjà été signés.

### Questions/réponses

#### **Q : Qui sont les actionnaires de la coopérative?**

R : Ils sont à la fois privés et publics, ce qui permet d'avoir des entreprises et des collectivités et ainsi de bien représenter le territoire. Le modèle coopératif permet de générer du revenu qui pourra être investi dans de nouveaux projets.

#### **Q : Quels sont les moyens humains nécessaires pour la mise en œuvre de cette coopérative ?**

R : Pour le moment, la coopérative carbone compte 2 ETP. 4 ETP sont prévus à terme. Ce projet bénéficie d'aides de l'Etat dans le cadre des investissements d'avenir. L'objectif est cependant de maximiser les partenariats plutôt que d'avoir une structure trop lourde qui prendrait tout en charge directement.

#### **Q : La Coopérative Carbone prévoit-elle de s'appuyer sur le Label Bas Carbone ?**

R : Oui, l'objectif est de s'inscrire dans le LBC dès que possible.

#### **Q : Y-a-t-il un équilibre entre les projets proposés et les financements apportés ?**

R : Aujourd'hui, la demande est supérieure à l'offre, c'est-à-dire qu'il y a plus de financements que de projets prêts à être financés.

### **Ville de Paris – financer les projets de transition écologique du territoire – Cécile Bordier**

La Ville de Paris s'est dotée d'un objectif de neutralité carbone en 2050, et a mené jusqu'en 2020 une réflexion visant la mise en œuvre d'un dispositif de compensation carbone, en collaboration avec la Métropole du Grand Paris.

Le dispositif serait officiellement lancé prochainement pour monter en maturité et être ainsi pleinement opérationnel en 2024, en prévision des Jeux Olympiques et Paralympiques. Les JOP représentent en effet, parmi d'autres événements sportifs et culturels, un très grand potentiel de demande de compensation des émissions associées.

Le dispositif a été pensé pour répondre aux besoins suivants :

- Soutenir les porteurs de projets au niveau local
- Permettre aux acteurs du territoire de réduire ou compenser leurs émissions
- Accompagner l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050

Quatre activités sont prévues :

- Pilotage financier du dispositif, gestion de la contractualisation entre financeurs et porteurs de projets, tenue d'un registre pour les projets.
- Levée de financements auprès des entreprises, institutions et citoyens.
- Identification et soutien des projets climat, avec définition des critères d'éligibilité.
- Evaluation et valorisation des réductions d'émissions.

L'objectif est de s'appuyer sur le Label Bas Carbone pour l'identification des projets, mais pour l'instant un problème de volume est rencontré, puisqu'il n'y a pas assez de projets labellisés. Par ailleurs, il manque également des méthodes et donc des projets labellisables dans certains secteurs, et notamment les secteurs 'urbains', comme le bâtiment, le transport, les énergies renouvelables.

Afin de remédier à ce problème, est prévue la création d'une coopérative carbone pour faciliter le financement de projets bas carbone locaux avec la « marque » Paris. La coopérative ferait ainsi appel au LBC mais pas seulement. Elle constituerait aussi un guichet unique de financement pour des projets issus de différents secteurs (et notamment urbains), qui pourrait être abondé par les CEE, le financement participatif, éventuellement un fonds d'investissement...

Au-delà de ce dispositif de compensation à l'étude, la Ville de Paris a déjà mis en place un autre outil dédié aux entreprises du territoire : Paris Fonds Vert. Il s'agit d'un fonds d'investissement pour la transition écologique doté de 158 M€ sur 10 ans, visant à soutenir les entreprises innovantes dont les solutions contribuent à l'accélération de la transition écologique du territoire parisien. Les projets financés ne sont pas certifiés en terme de réductions d'émissions, mais une évaluation de leur impact est néanmoins prévue.

### Questions/réponses

#### **Q : Sur quel territoire géographique s'étend le projet ?**

R : L'initiative se déploierait au-delà de la Ville de Paris, afin de résoudre la problématique offre/demande et de favoriser des coopérations urbains/ruraux. Le périmètre exact des projets reste à arbitrer.

#### **Q : Quelle sera la forme juridique du dispositif ?**

R : La forme juridique n'est pas encore arbitrée.

### **Pôle Métropolitain du Pays de Brest et Pôle Métropolitain Le Mans-Sarthe – un projet de fond carbone local – *Erwan Floch et Yann Fauconnier***

Le Pôle Métropolitain du Pays de Brest et le Pôle Métropolitain Le Mans-Sarthe sont deux territoires engagés dans un Contrat de Transition Ecologique (CTE). En 2019, les deux territoires se sont rapprochés pour envisager la création d'un dispositif commun en lien avec la transition écologique. Ils ont ainsi réfléchi à la compensation carbone et à la création d'un fond carbone local, qui permettrait de financer des projets locaux de réduction des émissions. La coopérative de La Rochelle a été prise en exemple pour l'élaboration du projet.

Ce projet de fond carbone a été intégré à la création du CTE. Les deux territoires ont été approchés dans ce cadre par le CEREMA, qui a travaillé avec les territoires impliqués dans cette démarche de compensation carbone locale en faisant un benchmark des initiatives carbone existantes en France. Deux autres territoires se sont également engagés sur cette question début 2020 : le Pays d'Arles et le Pays d'Evian Vallée d'Abondance. Aujourd'hui, l'étude du CEREMA est en cours de finalisation et a permis de monter en compétence sur ces sujets.

Les pays de Brest et du Mans ont décidé de lancer une étude de faisabilité et d'opportunité pour créer des fonds carbone locaux ou une coopérative carbone. Cette étude va démarrer au printemps 2021 et durer 1 an, en recrutant un prestataire qui va travailler sur les 2 territoires.

Les enjeux à définir sont les suivants : périmètre, gouvernance, partenaires, mobilisation des acteurs, etc. Le dispositif a vocation à être multi-sectoriel : il pourra couvrir les secteurs agricoles et forestiers,



mais également la mobilité ou la rénovation énergétique. Une idée d'inciter la mobilité douce via des réductions sur le billet de transport en commun est par exemple évoquée.

La réflexion se situe entre ce que développe la Rochelle et ce que développe Paris. Il faudra trouver le bon outil pilotage, sans occulter ce qui existe déjà sur le territoire, et surtout avoir une vision intersectorielle et circulaire.

Le Pays de Brest travaillera également avec la Région Bretagne pour voir quelles modalités de coopération peuvent être mises en place et comment le projet pourra s'intégrer dans le Fonds vert Breton.

### Région Bretagne – création du fonds Breizh Biodiv – *Sophie Paulmier-Enizan*

Dans le cadre de la démarche prospective Breizh COP engagée en 2019, la Région s'est engagée à développer des outils financiers tournés vers la biodiversité et préservation des ressources.

La Région a ainsi lancé un nouvel outil en partenariat avec la FNH sur une durée de 5 ans, pour développer un outil de mécénat dédié à la préservation de la biodiversité : Breizh Biodiv. Il concerne pour l'instant principalement la forêt et les zones humides.

Cet outil va permettre :

- De faire le lien entre projets et financements.
- De mixer des financements privés et publics.
- De créer un effet levier sur le territoire et de relocaliser le mécénat environnemental.

La Région va notamment s'appuyer sur la FNH pour les aspects administratifs et de contractualisation. La Région va par ailleurs mettre en place un comité d'orientation, en charge de la gouvernance du fonds et notamment de la sélection des projets et financeurs, qui sera composé des fondateurs, d'un représentant de la FNH, d'une représentation des financeurs et d'un collège d'experts régionaux.

L'opportunité de créer une plateforme régionale de contribution à la neutralité carbone du territoire sera également étudiée. Des outils financiers complémentaires au partenariat avec FNH pourront également être envisagés.

La certification LBC des projets n'a pas encore lieu mais il y a une demande de la part des entreprises. Cette option fait partie des pistes de développement qui seront à l'étude en 2021. Il reste un certain nombre de questions à éclaircir sur le sujet, comme par exemple : le coût de mise en œuvre des projets en France et le prix de la tonne de CO2 par rapport aux projets internationaux, les implications juridiques, l'articulation avec le plan de relance...

### Questions/réponses

#### **Q : Quels sont les projets financés ?**

R : Les 1<sup>er</sup> projets seront des projets de reforestation et de reboisement.

**Q : Comment allier mécénat et compensation ? Vous mentionnez en effet la compensation écologique, mais pour l'instant la compensation n'est pas compatible avec le mécénat qui permet la défiscalisation.**

R : Pour le moment ce n'est que du mécénat. Il y a encore des interrogations juridiques à clarifier sur ce point.

#### **Q : Quel est l'objectif de levée de fonds ?**

R : L'objectif est d'un minimum de 200 K€ euros par an (60% privé et 40 % public), qui puisse si possible monter à 600 K€. En 2030 l'objectif est d'arriver à 2 millions par an.

### Le Projet Carbon Think en région Grand Est – *Etienne Lapierre (Terrasolis)*

Terrasolis est une association qui travaille sur l'agriculture bas-carbone en région Grand Est, via deux outils : une ferme expérimentale et réseau d'acteurs agricoles adhérents (chambres d'agriculture, instituts techniques, de formation...).

Terrasolis coordonne le projet Carbon Think, qui a démarré depuis un an, et qui vise à faire la démonstration du financement d'une centaine de ferme en Grand Est sur la base de leur performance carbone, sur la base du déploiement d'un nouveau modèle économique. Ce projet s'appuie notamment sur le Label Bas Carbone pour la mesure de l'impact carbone des actions.

Ce projet de 3 ans est financé par la Région Grand Est et mené en partenariat avec d'autres acteurs : INRAE, I4CE, Agrosolutions, Planet A. Il vise plus particulièrement à :

- **Produire une méthode d'évaluation des réductions d'émissions** dans le secteur agricole. L'impact carbone pris en compte comprend à la fois les réductions d'émissions, la séquestration carbone dans les sols et la substitution de la biomasse (énergie et matériau). Terrasolis a notamment contribué au développement de la méthode 'grandes cultures' du Label Bas Carbone.
- **Créer un modèle économique original associant des financements privés (compensation carbone, valorisation produits) et publics.** Le projet vise ainsi la création d'une communauté de financeurs associés pour les 100 fermes de démonstration.
- **Développer un outil numérique** pour lier agriculteurs et financeurs.
- Mettre en place un **projet pilote sur 100 exploitations en région Grand Est** : 1/3 grandes cultures, 1/3 élevage, 1/3 viticulture.

En termes de grandes cultures par exemple, on considère d'un ha émet en moyenne 3tCO<sub>2</sub>, et on aimerait atteindre 1tCO<sub>2</sub> évitée par ha dans un premier temps. Le prix du carbone serait autour de 50€/tCO<sub>2</sub>.

Dans le cadre du projet, Terrasolis a identifié un certain nombre de questions à adresser aux collectivités :

- Que voulez-vous financer ? une exploitation dans sa globalité ? plutôt des pratiques spécifiques ?
- Comment le financer ? sur la base d'obligation de moyens ou de résultats ?
- Quel portage, gouvernance, structure porte l'accompagnement de projet ? Plusieurs modèles différents sont déjà mise en place, comme par exemple France Carbon Agri Association, La Rochelle, Solennat...
- Combien ? quel budget ? quelle place du citoyen dans le financement ?

### Questions/réponses

**Q : Le chiffre de 1tCO<sub>2</sub>e/ha/an évité est-il un objectif établi sur la base de pratiques agricoles prises en compte dans la méthodologie grandes cultures ? Ces réductions de de 1 t/ha passent-elles par des changements de techniques, de types de cultures ? avec moins d'intrants ?**

R : Ces chiffres sont de toutes premières estimations. La méthode grandes cultures est en train d'être testée sur des exploitations Grand Est. Les émissions en grandes cultures concernent surtout la fertilisation minérale azotée et le carburant, et sur ces exploitations cela représente en moyenne 3tCO<sub>2</sub> émises par ha. Si on intègre l'amélioration de pratiques comme la baisse de la fertilisation ou le développement des inter-cultures, on joue à la fois sur le volet émissions et séquestration dans les sols, et on estime qu'on pourrait abaisser les émissions à 2t/ha.

## Les fermes bas carbone en Pays de la Loire – Antoine Herzog (Région Pays de la Loire)

La Région a travaillé sur le projet des Fermes Bas Carbone, en lien avec le développement d'un outil de mesure de l'empreinte carbone des élevages développé par l'Institut de l'Elevage. L'idée était à terme d'intégrer la démarche Label bas Carbone.

Un fort partenariat a été développé avec la filière : démarche à la fois territoriale et de filière.

Comment déployer cette démarche de manière massive à l'échelle du territoire ? La région a conçu un parcours d'accompagnement qui permet aux agriculteurs d'être moteurs de leurs démarches et d'entrer dans une démarche de progrès, peu importe l'état d'avancement initial de l'agriculteur.

La Région vise l'atteinte de 70% des fermes laitières engagées dans la démarche, soit 5000 fermes. Le budget total du projet est de 8.3M€ : la région en finance 1.7Ms€, et le reste est cofinancé par l'ADEME, l'inter-profession laitière, Vivea, des partenaires privés et une contribution des agriculteurs. 10 structures régionales ou locales sont impliquées, de manière à massifier le nombre de projets carbone certifiés.

Le rôle de la Région est de faciliter le parcours pour l'agriculteur, mais il reste libre de choisir les types de financements et d'intermédiaires vers lesquels il veut se tourner : France Carbon Agri Association, des démarches plus locales.

La région propose également une offre de formation pour les agriculteur et financement des actions d'investissement dans de nouveaux bâtiments par exemple, pour améliorer la performance énergétique.

Aujourd'hui, la Région veut maintenir cette approche collective pour déclencher des économies carbone de manière cohérente, et favoriser une dynamique territoriale pour mobiliser des financements privés locaux. Les financements publics, de la PAC notamment, seraient également nécessaires pour couvrir les surcoûts liés à la mise en œuvre des pratiques vertueuses.

### Questions/réponses

#### **Q : Les agriculteurs sont-ils en demande pour entrer dans cette démarche ?**

R : Oui, 600 agriculteurs ont pris part à la première phase et ça s'amplifie. Les financements publics mis sur la table contribuent également à les intéresser.

#### **Q : Comment pensez-vous valoriser le parcours de formation ?**

R : On est ici sur un objectif de résultat, les agriculteurs se donnent les moyens de réduire leurs émissions. La formation est un moyen d'accomplir la mise en œuvre des plans d'action, qui seront validés à terme par un diagnostic final qui attestera des résultats accomplis.

R : Il y a aussi une dynamique économique à prendre en compte au-delà du carbone. Le prix du lait ne permet pas toujours de rémunérer les agriculteurs. L'objectif est de repasser sur l'ensemble des leviers technico-économiques de l'exploitation et par exemple de réfléchir au coût marginal des derniers litres de lait produit : est-ce qu'ils sont réellement rentables ?

**Q : Quel lien avec les investissements matériels (PCAEA) et les clauses d'éligibilité ?**

R : Une priorisation est faite pour les investissements éligibles.

### **Carbocage – Chambre d'Agriculture des Pays de la Loire (aperçu)**

***Initiative brièvement présentée par Claudine Foucherot (IACE), sur la base de documents adressés par Sarah Colombié, en charge du projet.***

Une vidéo introductive a été visionnée : <https://www.youtube.com/watch?v=yH7KbdgMhR0>

La Chambre d'Agriculture a travaillé sur les haies avec deux volets : la plantation mais aussi la gestion améliorée des haies et arbres inter-parcellaires. L'objectif était de quantifier et valoriser économiquement le stockage de carbone permis par ces pratiques.

Ils ont travaillé à la création d'une méthode dans le cadre du Label Bas Carbone, qui vient d'être validée par le MTES, et fait ainsi partie des trois premières méthodes agricoles validées. Les projets vont pouvoir démarrer. Il s'agit de projets sur 15 ans, qui reposent sur la mise en œuvre de plans de gestion faits avec les agriculteurs. La méthode haies du LBC s'appuie également sur le label Haies, qui permet notamment de mieux valoriser les produits énergie et bois de la haie et qui leur donne une valeur économique, au-delà du revenu carbone.

Une association locale, Solenat, a été montée par les agriculteurs et joue le rôle d'intermédiaire : elle accompagne le développement de projet, la formation et la mise en réseau des agriculteurs, recherche financements publics et privés. Cette association s'adresse aux projets carbone (méthode Haies et méthode Carbon Agri pour l'instant), mais pas uniquement : elle peut aussi couvrir des projets sur la biodiversité, qualité de l'eau, de PSE...

Un premier partenariat a été mis en place entre Solenat et une entreprise en Mayenne.

### **Terre et Cité – Clarisse Gimat**

L'objectif de l'association Terre et Cité est de préserver l'agriculture sur le Plateau de Saclay (91 et 78). On est à une échelle territoriale assez petite, sur un territoire en grande transformation. L'association a été créée par des agriculteurs, mais intègre aussi des associations, des intercommunalités et l'ensemble de la société civile (recherche, entreprises...). Parmi les enjeux traités figure la transition écologique.

Une vingtaine d'exploitations agricoles sont représentées (petits maraîchers jusqu'à de la grande culture), et travaillent ensemble sur l'avenir du territoire et l'agroécologie.

L'association s'intéresse à la certification carbone et a mené une étude en 2017-2019. 13 exploitations ont demandé de réaliser de inventaires carbone, et l'association a rencontré des acteurs économiques locaux qui étaient prêts à financer des projets.

La certification carbone permet de financer des projets vertueux en termes de climat, mais surtout pour nous de faire du lien entre les agriculteurs et les acteurs économiques à l'échelle ultra-locale. Cela peut aussi permettre de changer le regard des salariés, de la population locale sur le secteur agricole.

Les agriculteurs sont très motivés pour avancer car ils sont concernés par les impacts du changement climatique. Par ailleurs, les agriculteurs qui étaient moins en contact avec d'autres acteurs avaient le sentiment d'être montré du doigt sur l'enjeu climatique, et ce type de mécanisme leur permet d'être valorisés dans leurs pratiques.

L'objectif de l'association est de se positionner en intermédiaire, de valoriser l'ultra local, avec des projets qui ont du sens, à un prix du carbone incitatif. Elle prévoit notamment de :

- Accompagner les agriculteurs (bilan GES, liens avec les experts)
- Lien avec les entreprises qui veulent financer des projets locaux à des prix qui ont du sens.
- Continuer à travailler avec d'autres territoires (partage d'expérience à faire avec PAT et autres acteurs territoriaux), pour mutualiser les travaux et peut-être avoir une offre plus importante.

Il reste également à construire une gouvernance plus précise, et gérer les questions de l'avance de trésorerie. Il y a également une question de multiplication des méthodes, des intermédiaires, des modalités d'action, qui sera également à prendre en compte.

## Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté – *Servane Chan*

La Région a travaillé sur le projet Agri-Carbone, qui ressemble à l'initiative en Pays de la Loire : l'objectif est de massifier et d'accompagner la transition agro-écologique du secteur agricole. Les fermes bas-carbone est l'une des démarches envisagées, mais pas la seule.

Ce projet est aussi issu d'un partenariat entre l'IDELE et la chambre d'agriculture et qui associe 25 partenaires (instituts techniques, associations de producteurs, conseil, coopératives...).

L'objectif est de mettre en place une dynamique régionale autour de l'agriculture bas-carbone, avec un focus sur la filière élevage (dotée de l'outil CAP2'ER) l'objectif est d'intégrer les filières grandes cultures et viticulture. Le projet vise à donner des outils et méthodes pour appréhender l'enjeu carbone, avec un objectif d'accompagner 50 % des agriculteurs de la filière élevage d'ici 2025 dans leur stratégie bas carbone. Le projet prévoit le financement des diagnostics, la construction d'un plan d'action sur 5 ans, la formation ainsi que le diagnostic de fin de projet.

Le projet vient de démarrer. Un appel à projet sera lancé en 2021 pour financer les audits carbone.

### Questions/réponses

#### **Q : Que finance concrètement la Région et à hauteur de combien ?**

R : La Région finance l'animation du programme sur 5 ans, les diagnostics CAP2'ER initiaux et finaux et la construction du plan d'action dès 2021.

#### **Q : Quelle articulation avec le plan de relance (bon bilan carbone) pour les jeunes agriculteurs?**

R : La ligne de partage est assez claire : le plan de relance financera les bilans carbone via CAP2'ER pour les jeunes agriculteurs installés depuis moins de 5 ans, et la Région financera ceux pour les agriculteurs installés depuis plus de 5 ans.

## Aquitaine Carbone (projet Carbopolis)– *Odeline Jacob*

Le projet Carbopolis est un projet porté par l'Association Aquitaine Carbone, qui a été créée en 2011, suite à la tempête Klaus de 2009 qui a fortement impacté le massif des Landes de Gascogne. L'Association est largement financée par la Région Nouvelle Aquitaine.

Son objectif est de trouver des outils incitatifs et innovants pour inciter les forestiers à gérer durablement leurs forêts malgré les aléas, et trouver également des financements privés.

L'Association vise à créer des projets carbone forestiers, pour : 1) aider les propriétaires à financer l'amélioration de leurs peuplements 2) permettre aux entreprises du territoire de contribuer à la lutte contre le changement climatique en finançant des projets. Les projets visés seront certifiés par le LBC.

Le projet est en cours de construction, avec notamment :

- La forêt privée et le PNR Périgord-Limousin à l'amont, qui seront en contact avec les porteurs de projets.
- Bordeaux Métropole, qui aidera à trouver les financeurs (entreprises ou collectivités)
- La Coopérative Carbone de La Rochelle, qui va fournir les outils nécessaires pour mettre en place les projets LBC.

L'objectif est de porter des projets (objectif de 7 projets carbone par an), mais aussi d'inciter les acteurs économiques à réduire leurs émissions.

Une collaboration avec le PNR est prévue car ils sont très impliqués dans la gestion forestière et le carbone, et ils ont été projet pilote dans le cadre de la création du LBC (projet VOCAL). L'Association souhaite développer un protocole de suivi des forêts locales, en comparant notamment des parcelles LBC et des parcelles non LBC, pour voir quelles leçons tirer au-delà de l'enjeu carbone. Des recommandations pourront être faites pour améliorer les méthodes LBC par exemple.

Le projet doit démarrer en mars 2021, et d'autres partenariats sont en cours de montage.

### Questions/réponses

**Q : Etes-vous en lien avec le Fonds de dotation Plantons pour l'avenir ? Quelle articulation ?**

R : Plantons pour l'avenir est porté par la coopérative Alliance Forêt-Bois et vise du mécénat, et donc n'utilisent pas le LBC. On se connaît mais on ne travaille pas ensemble, car les objectifs et les financements recherchés sont assez différents. Le projet Carbopolis est beaucoup moins axé sur la production forestière.

## *Des Hommes et des Arbres (aperçu)*

**Initiative brièvement présentée par Julia Grimault (I4CE), sur la base de documents adressés par Mathieu Ruillet, en charge du projet.**

DHDA est un lauréat de l'appel à projet « Territoires d'Innovation », initialement porté par la Métropole du Grand Nancy et mise en place en Région Grand Est.

Le projet est spécifique à l'arbre, et à vocation à : 1) Maintenir et renouveler les écosystèmes arborés 2) Valoriser les bio-ressources locales 3) Ré-inventer des modes de gouvernance, gestion et financement des espaces arborés.

Les 5 axes d'intervention du projet sont les suivants :

1. **L'axe « Services rendus par les arbres »** vise à mieux connaître et valoriser les services rendus par les arbres, en ville, en forêt et à la campagne, pour favoriser leur prise en compte dans nos choix économiques et politiques. Sans pour autant sous-estimer les risques qui leurs sont associés (exemple : la maladie de Lyme).
2. **L'axe « Écosystèmes »** entend favoriser des écosystèmes arborés durables et résilients, accompagner leur adaptation aux changements climatiques, et rendre accessibles les bonnes pratiques de gestion, d'exploitation et de renouvellement.
3. **L'axe « Industrie »** améliorera la valorisation des ressources en bois local, accélérera l'innovation au service d'une filière forêt-bois durable, vertueuse, performante et créative, et expérimentera de nouvelles techniques de valorisation de la biomasse issue des arbres, de nouveaux usages du bois et du végétal, de substitution et recyclage.
4. **L'axe « Cadre de vie et bien-être »** se donne pour objectif de développer le recours du bois et du végétal dans la construction, l'aménagement, la dépollution, le design... et de promouvoir les bienfaits thérapeutiques et sociaux des espaces arborés.
5. **« La Fabrique Augmentée »** mobilisera les citoyens et les usagers, pour les associer à la mise en œuvre du projet et accélérer les innovations, au plus près des attentes sociétales. Il encouragera et accompagnera les démarches de co-construction à tous les niveaux, notamment auprès des industries locales.

Dans le volet 'écosystèmes', se trouve un objectif de valorisation des services rendus par les forêts et notamment le service de séquestration du carbone. La création d'une bourse du carbone fait partie des pistes envisagées.

## Présentation courte du Label Bas Carbone et de son application territoriale

### Historique

Depuis un peu plus d'une dizaine d'années, de nombreux acteurs de la filière forêt-bois française, de la recherche, des administrations publiques locales et nationales, des entreprises, échangent au sein d'un réseau appelé le Club Carbone Forêt-Bois, pour partager connaissances, expertise, et retours d'expérience sur les sujets forêt et climat. Au-delà de la vulgarisation scientifique des derniers travaux de la recherche et l'analyse de l'impact des politiques climatiques, l'un des sujets clé était la valorisation économique des actions permettant d'améliorer la séquestration du carbone en forêt.

Plusieurs initiatives régionales visant à développer les itinéraires sylvicoles 'carbone' se sont mises en place, mais jusqu'à très récemment, aucun label ne permettait de certifier l'impact carbone de ces projets en France. Plusieurs membres du Club Carbone Forêt-Bois, au premier rang desquels le CNPF et le GIP Massif Central, se sont alors mobilisés pour créer un cadre national de certification carbone, en partenariat avec I4CE et le Ministère de la Transition Ecologique (MTE). Ce projet a ainsi permis l'émergence du Label Bas Carbone (LBC), aujourd'hui piloté par le MTE, et issu de 3 ans de collaboration entre de nombreux acteurs : filières agricoles et forestières, collectivités, ONGs, chercheurs, ministères, ADEME...

### Le Label Bas Carbone

Le Label Bas Carbone a un objectif double :



- 1) Donner une incitation économique aux acteurs afin de déclencher de nouvelles actions de réductions des émissions ou d'amélioration de la séquestration du carbone.
- 2) S'assurer que les financements (publics ou privés) sont bien fléchés vers des projets ayant un impact positif sur le climat (financement sur résultats).

Le Label Bas Carbone est un 'label projet', autrement un cadre méthodologique qui apporte des garanties au financeur le calcul des réductions d'émissions, et plus généralement sur la qualité du projet (additionnalité, présence de co- bénéfices...). Les projets sont validés par le Ministère puis vérifiés ensuite par un auditeur indépendant. Il est à distinguer des 'labels démarche', qui regardent par exemple la qualité et la cohérence de la stratégie climat des financeurs.

Le Label Bas Carbone est pleinement opérationnel depuis 2019, et en plein développement. Une méthode agricole pour l'élevage bovin et trois méthodes forestières ont été validées : boisement, reconstitution de peuplements forestiers dégradés, et balivage. En 2020, de nombreuses autres méthodes sont en cours de développement, notamment dans le secteur agricole. Des discussions ont également émergé pour développer de nouvelles méthodes forestières, ciblant d'autres pratiques sylvicoles vertueuses pour le climat.

Au-delà du développement des méthodologies, le Label Bas Carbone commence également à se déployer au niveau des territoires, notamment via les collectivités qui s'intéressent à la neutralité carbone territoriale ou qui souhaitent appuyer le financement de projets locaux. Ce rôle de facilitation de la rencontre entre un porteur de projet et un financeur est particulièrement important pour le développement du LBC, dans la mesure où il s'adresse particulièrement aux secteurs diffus au sein desquels les acteurs sont nombreux et souvent de petite taille.

Enfin, il est important de noter que le LBC évalue les efforts réalisés et le gain carbone permis par la mise en œuvre d'une action. En aucun cas il n'a vocation à labelliser une entreprise, une exploitation, une pratique, une technologie... en tant que telle.

*Pour plus d'information, nous vous invitons à consulter la présentation ppt jointe à ce compte-rendu.*

## Temps d'échange entre participants sur les principaux questionnements et besoins des collectivités

*Pour plus d'information, nous vous invitons à consulter la présentation ppt jointe à ce compte-rendu.*

Cette dernière étape avait pour but de faire le point sur les différents besoins rencontrés par les collectivités pour la mise en place d'une initiative carbone territoriale, et sur les principaux questionnements et éléments de réponse qui pouvaient être partagés entre les participants.

Dans le cadre du questionnaire rempli au préalable, les participants ont pointé les principaux freins et besoins suivants :

- Le besoin d'outils et de méthodes appropriées pour identifier et évaluer l'impact des projets. On retrouve ici le besoin d'identification de méthodes d'évaluation d'impact et de qualification de leur rigueur et de leur objectivité, de leur application locale...
- Le besoin de formation et d'appropriation des enjeux climatiques en interne et de la part des élus.



- La clarification des questions de gouvernance : quel portage, quel rôle précis de la collectivité, quelle coordination avec les autres acteurs du territoire...
- Le manque de temps et de ressources humaines à consacrer à ces sujets.
- La clarification des montages juridiques possibles et de leurs implications.
- La mobilisation des financeurs sur le territoire et le fléchage des financements.

Parmi ces éléments, I4CE a proposé les besoins suivants à la discussion :

- Identifier les projets et évaluer leur impact
- Identifier les financeurs et articuler les différents types de financements (publics et privés)
- Préciser la gouvernance et les formes d'intermédiation possibles
- Echanger sur les enjeux juridiques et fiscaux
- Faire le point sur les besoins de formation et mobilisation des acteurs (dont élus)

Pour chaque point, l'objectif était double :

- 1) Préciser les questions et blocages qui se posent
- 2) Donner de premiers éléments de réponse, sur la base des retours d'expérience de participants. Les initiatives carbone territoriales étant encore récentes, les principaux éléments et retours ont été apportés par I4CE sur la base de l'application du Label Bas Carbone.

## Identifier les projets et évaluer leur impact

### Description du besoin

L'identification de projets 'climat' est le premier besoin identifié par les répondants. Il comprend l'identification des secteurs et pratiques à mettre en place sur le territoire pour accélérer la transition écologique, mais également l'évaluation concrète de l'impact de ces actions en termes de carbone.

Les questions suivantes ont notamment été posées :

- Qu'est-ce qu'un projet climat/carbone/vert? Comment le définir ?
- Comment mesurer l'impact des projets, sur quel cahier des charges s'appuyer?
- Comment assurer la rigueur et la crédibilité des méthodes qui évaluent l'impact carbone des projets ? Doit-on s'appuyer sur des dispositifs publics comme le LBC, des dispositifs privés (associations, entreprises), ou la collectivité doit-elle refaire tout un cahier des charges ?
- Quelles méthodes sont disponibles dans le cadre du LBC?
- Quid des autres secteurs/pratiques pour lesquels il n'y a pas de méthode LBC?
- Quels sont les coûts et la complexité liés à la labellisation / l'évaluation des projets?
- Quel équilibre entre rigueur et opérationnalité des méthodes d'évaluation ? Comment s'assurer de la crédibilité des projets sans mettre en place une usine à gaz ?

### Éléments de réponse en lien avec le Label Bas Carbone

Le LBC est l'un des outils permettant de répondre à ce problème d'identification des projets climat, puisqu'il vise justement à évaluer le gain carbone permis par la mise en place d'un projet ou d'une action. Il permet notamment de s'assurer :

- 1) que le projet permet bien de réduire les émissions ou améliorer la séquestration du carbone par rapport à un scénario de référence ;

2) que le projet répond bien à un certain nombre de critères de qualité : additionnalité, vérification par un tiers indépendant, gestion du risque de non-permanence, prise en compte des impacts du projet sur l'eau, la biodiversité, l'emploi...

Il fournit ainsi un cahier des charges de référence permettant de s'assurer que le projet a bien un impact positif en terme de climat.

Il cherche également spécifiquement à trouver un équilibre entre un objectif très important de rigueur et de crédibilité, et un objectif d'intégration large des acteurs au sein d'un dispositif accessible et opérationnel. En d'autres termes, il tente de répondre à la question suivante : comment avoir quelque chose d'assez crédible et qui garantisse l'intégrité environnementale, sans créer une usine à gaz ? Le principe du rabais est notamment l'un des outils qui vise à assurer cet équilibre.

Concernant la question des coûts : une récente étude d'I4CE tend à montrer (pour le secteur agricole), qu'un dispositif carbone, basé sur une obligation de résultat (à savoir la preuve d'un gain en termes de CO<sub>2</sub>), n'est pas forcément plus coûteux que des dispositifs à obligation de moyens (où l'on ne mesure pas l'impact du projet). L'étude conclut que l'attribution des financements publics (de la PAC notamment), auraient ainsi tout intérêt à s'appuyer sur des mécanismes à obligation de résultat comme le Label Bas Carbone, ce qui permettrait de conditionner la réception des fonds publics à une certaine performance en terme de climat et d'environnement.

Concernant les méthodes du LBC : les premières méthodes approuvées sont forestières (boisement, reconstitution de peuplements dégradés, balivage) et agricoles (élevage bovin, haies, plantation de vergers), mais de nombreuses autres méthodes sont en cours de développement : grandes cultures, mangroves, bâtiment, agroforesterie... Le LBC s'appuie sur une logique bottom-up : ce sont les acteurs qui déposent eux-mêmes les méthodes.

## Identifier les financeurs et articuler les différents types de financements (publics et privés)

### Description du besoin

L'identification et la mobilisation des financeurs privés, et notamment des entreprises locales, constituent également un enjeu assez largement identifié. L'articulation des financements publics et privés ainsi que les questions de prix du carbone et de communication ont également été évoquées.

Les principales questions soulevées sont les suivantes :

- Comment identifier et mobiliser les financeurs locaux?
- Doit-on parler de compensation? De contribution? De financements de projets verts?
- Quels sont les risques de green-washing en lien avec les financeurs impliqués?
- Comment combiner fonds publics et fonds privés, et ne pas créer deux voies de financement concurrentielles?
- Comment articuler les financements avec le plan de relance?
- Quel montant de financement des projets? Quel prix du carbone?

### Éléments de réponse de la part d'I4CE

#### **Compensation, contribution et risque de green-washing**

Lorsque l'on parle de projets carbone, de neutralité carbone, ou de compensation carbone, deux éléments sont à distinguer :

- 1) la démarche du financeur : compensation, contribution, objectif de neutralité etc
- 2) la certification carbone des projets : mesure de l'impact du projet sur le climat, l'environnement, le contexte socio-économique...

Les deux sont indispensables, mais ils ne sont pas forcément encadrés par les mêmes outils. Ainsi, on distingue les « labels projets », qui certifient que le projet a bien un impact réel (comme le Label Bas Carbone, le Woodland Carbon Code, Gold Standard, VCS...), et les « labels démarche », qui encadrent la démarche des entreprises et qui évaluent leur compatibilité avec les objectifs climatiques (Science Based Targets (SBT), Net Zero Initiative (NZI), Assessing Low Carbon Transition (ACT)).

Ainsi, financer des projets bas carbone n'exonère pas d'avoir des activités compatibles avec les objectifs climatiques globaux. Il faut cependant s'assurer qu'à la fois la démarche de l'entreprise et les projets financés soient bien encadrés et si possible labellisés.

Cette distinction entre la démarche des financeurs et la labellisation des projets carbone, a d'ailleurs fait l'objet d'une tribune, co-signée par une douzaine d'acteurs : I4CE, INRAE, ADEME, Chaire Economie du Climat, ONF, CNPF, Ecoact, Carbone 4, GoodPlanet, IDELE, Planet A, Terrasolis.

<https://www.i4ce.org/compensation-carbone-et-labellisation-des-projets-climat/>

Les messages clés étaient les suivants : les questionnements autour de la compensation carbone ne doivent pas servir d'excuse pour ne pas certifier les projets et avoir une démarche qualitative sur les projets financés.

- Distinguer la crédibilité des démarches des financeurs et la crédibilité des projets.
- La certification n'est pas l'apanage de la compensation.
- Questionnements légitimes autour du principe de la compensation, mais attention à ne pas utiliser ces arguments pour faire la course au moins-disant et ne pas vérifier l'impact des projets.
- Besoin de cadres transparents et collectifs pour garantir la qualité des projets et s'assurer de flécher des financements vers des actions climat-compatibles.
- Besoin de tous pour améliorer ces outils.

### **Articulation de fonds publics et privés : exemple du plan de relance**

Les besoins de financements pour mettre en œuvre la transition écologique sont importants, et les secteurs publics comme privés doivent contribuer. Afin de garantir l'efficacité des financements apportés, il y a un enjeu à ne pas mettre en concurrence les différentes sources de financement tout en garantissant le principe d'additionnalité. Tout type de financement, public comme privé, peut être par ailleurs être fléché selon des obligations de résultats et l'évaluation d'une certaine performance, en termes de climat notamment.

Ainsi, des fonds publics, comme ceux de la PAC par exemple, pourraient être fléchés vers des projets pour lesquels l'impact carbone est mesuré, sans surcoût important.

La question de l'articulation des fonds publics et privés s'est également posée dans le cadre du plan de relance en France, pour les projets ou secteurs qui pouvaient également bénéficier de financements carbone privés comme la forêt et l'agriculture. L'articulation entre le Label Bas Carbone et le plan de relance a ainsi été traitée de manière différente entre les secteurs agricole et forestiers :

- 1) Dans le secteur agricole, le LBC s'est relativement bien articulé avec le plan de relance, dans le cadre de la mesure 'bon pour le climat' : les fonds publics du plan de relance vont financer les diagnostics carbone initiaux dans les exploitations et la création du plan d'action, tandis que les fonds issus du LBC vont financer la mise en œuvre effective des pratiques et la réduction des émissions. 2
- 2) Dans le secteur forestier, l'articulation ne s'est pas vraiment faite, et les deux dispositifs risquent d'être partiellement en concurrence, sur la restauration des forêts dégradées notamment.

### **Le prix du carbone dans le LBC**

Le prix des projets carbone français n'est pas directement encadré par le Label Bas Carbone. Il est la résultant de plusieurs éléments :

- Les coûts liés à la mise en place des actions d'atténuation et de séquestration (investissements initiaux, coûts de fonctionnement, besoin de formation, etc.)
- Les coûts de transaction (coûts administratif, coût de suivi, audit)
- Le consentement à recevoir des porteurs de projets (doit a minima couvrir la prise de risque du porteur de projet)
- La présence de co-bénéfices importants, qui tend à tirer les prix vers le haut.

Le prix doit ensuite être négocié directement avec les financeurs. Le plus souvent, le financement intervient en début de projet et le prix de la tonne de CO<sub>2</sub> est ensuite reconstitué, en fonction des coûts de mise en œuvre du projet notamment et du potentiel carbone. Les prix moyens de projets locaux LBC se situent pour la plupart entre 20€/tCO<sub>2</sub> et 50€/tCO<sub>2</sub>.

## **Préciser la gouvernance et les formes d'intermédiation possibles**

### Description du besoin

La question de la gouvernance et du portage est clé pour les collectivités, puisqu'elles tendent à se positionner comme intermédiaires entre des projets climat locaux et des financeurs.

Les principales questions posées par les participants sont les suivantes :

- Comment mettre entre relation les financeurs et les porteurs de projets?
- Faut-il être intermédiaire financier (agréger des projets et accéder en leur nom à des financements divers, puis reverser les fonds) ou non (aider les projets à accéder aux dispositifs financiers auxquels ils peuvent prétendre) ?
- Comment articuler le rôle d'intermédiaire des collectivités avec celui des acteurs techniques des filières, des autres territoires? Quelles formes de coopération sont possibles, pour quels bénéfices ?

### Éléments de réponse en lien avec le Label Bas Carbone

Le LBC n'est pas un outil qui a vocation à s'adresser directement aux acteurs individuels (agriculteurs, forestiers...), et il ne gère pas directement la contractualisation entre les porteurs de projet et les

financeurs. Son succès repose notamment sur la mobilisation d'acteurs pour faire les intermédiaires entre les porteurs de projets et faciliter le financement des projets.

Une diversité d'acteurs peut aujourd'hui jouer le rôle d'intermédiaire : cabinets de conseil, instituts techniques, entreprises, collectivités, associations, etc. Ils sont facilitateurs entre l'offre et la demande mais ne peuvent pas acheter et revendre les réductions d'émissions.

Ces intermédiaires peuvent opérer au niveau national (France Carbon Agri Association, CNPF, ONF, fonds d'entreprises...) ou régional (région, interprofession, ville ou métropole...), et être spécifique à un secteur ou au contraire généraliste. La question de l'articulation entre ces différentes formes d'intermédiation se posent donc.

Des discussions ont commencé à émerger entre certains acteurs territoriaux (comme La Rochelle) et certains acteurs 'filière' comme France Carbone Agri Association. On note en effet que les collectivités sont souvent des intermédiaires plutôt généralistes, qui s'appuie sur des acteurs techniques des filières pour monter les projets.

### Questions/Réponses

**Q : Au-delà de la facilitation, est-ce que les collectivités peuvent financer des projets ?**

R : En Franche comté, la Région finance les diagnostics, en dehors de Carbon Agri.

R : Dans le contexte de la baisse des dotations des collectivités, une contribution est possible mais restera limitée... en revanche il est bien question pour les collectivités de mobiliser les financements citoyens.

## Echanger sur les enjeux juridiques et fiscaux

### Description du besoin

Les questions juridiques ont été mentionnées très brièvement mais n'ont pas pu être discutées en séance. Les principaux questionnements remontés sont les suivants :

- Quel montage juridique mettre en place? Quel statut de la structure qui joue le rôle d'intermédiaire?
- Quelle fiscalité des sommes versées au projet?
- Compensation, mécénat : quid de la défiscalisation?
- Autres questions?

### Eléments de réponse en lien avec le Label Bas Carbone

Dans le cadre du LBC, la défiscalisation n'est pas permise et les sommes versées au projet sont soumises à la TVA.

## Faire le point sur les besoins de formation et mobilisation des acteurs (dont élus)

### Description du besoin

Les questions suivantes ont été remontées par les participants mais n'ont pas pu être discutées en séance :

- Comment mobiliser les élus sur ces thématiques ?
- Comment mobiliser toutes les directions de la collectivité?
- Quels outils / formations pour bien comprendre les enjeux du climat/carbone et communiquer auprès des partenaires?
- Comment mobiliser les porteurs de projets sur le terrain?

### Éléments de réponse en lien avec le Label Bas Carbone

Différentes ressources et documents sont disponibles pour bien comprendre les principes et le fonctionnement du Label Bas Carbone :

- **Le guide pédagogique de présentation du label** : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/LabelBasCarbone-GuidePedagogique-Mai2020.pdf>
- **Le Label Bas Carbone en 10 questions** : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Label%20bas%20carbone.pdf>
- **La série de 5 webinaires sur le Label Bas Carbone** : <https://www.i4ce.org/serie-de-webinaires-label-bas-carbone-i-presentation-generale-du-label-bas-carbone>

En ce qui concerne la quantification du carbone en tant que telle, différents outils sont utilisés dans le cadre du LBC :

- L'outil CAP'2ER de l'Institut de l'Élevage : <http://idele.fr/services/outils/cap2er.html>
- Des outils de quantification développés par les acteurs forestiers (non-publics pour l'instant)

Enfin, pour comprendre les enjeux climatiques liés aux secteurs agricoles et forestiers, I4CE anime deux réseaux dédiés au partage d'expertise et retours d'expérience : les Clubs Carbone Forêt-Bois et Climat Agriculture : <https://www.i4ce.org/clubs/>

Compte-rendu rédigé par Julia Grimault (I4CE) : [julia.grimault@i4ce.org](mailto:julia.grimault@i4ce.org)